

## Burundi : début de l'inscription des électeurs pour le référendum

@rib News, 08/02/2018 &ndash; Source AFP L&rsquo;inscription des électeurs pour le référendum constitutionnel prévu en mai 2018 et contesté par l&rsquo;opposition a débuté jeudi au Burundi et durera jusqu&rsquo;au 17 février, a annoncé la Commission électorale nationale indépendante (CENI). [Photo : Enrôlement à Nyakabiga, Bujumbura, au Burundi, le 8 février 2018. (VOA/Christophe Nkurunziza)]

"Le rendez-vous de ce jeudi 8 février, c&rsquo;est le démarrage de l'enrôlement des électeurs (...) Il se clôturera le 17 février 2018 à travers tout le pays. Les agents recenseurs seront dans les centres et bureaux d&rsquo;inscription tous les jours de 7H30 à 17H30, même les samedis et dimanches", a annoncé le président de la CENI, Pierre-Claver Ndayicariye, jeudi sur la radio nationale. Cette inscription sur le registre électoral concerne également les Burundais qui deviendront majeurs en 2020 pour les élections générales prévues cette année-là, selon la Commission. La CENI a mobilisé 11.583 agents recenseurs pour enregistrer les quelque 4,5 millions d'électeurs attendus, contre 3,5 millions inscrits par la CENI pour les élections de 2015. Le gouvernement a adopté fin octobre un projet de révision de la Constitution, soumis à référendum, qui permettrait au président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de briguer à partir de 2020 deux mandats de sept ans. Toute l&rsquo;opposition burundaise est vent debout contre une révision constitutionnelle qui "va signer la mort" de l&rsquo;Accord de paix signé en 2000 à Arusha, lequel avait ouvert la voie à la fin de la guerre civile (1993-2006) ayant fait plus de 300.000 morts. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a critiqué la volonté persistante des autorités burundaises de réformer la Constitution sans tenir compte de l'avis de l'opposition, dans un rapport remis aux 15 membres du Conseil de sécurité. L'annonce en avril 2015 de la candidature du président burundais Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé avait ouvert une crise politique qui a fait depuis au moins 1.200 morts et plus de 400.000 déplacés.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});